

# Marseille (13) – Camp de Sainte-Marthe

## Conception Construction Aménagement Entretien Maintenance (CCAEM) d'un Hôpital National d'Instruction des Armées (HNIA)

Règlement de la consultation (RC) – Phase candidature  
CONS-01

Marché Public Global Sectoriel

Numéro de projet : ESID 25\_052 / DAF\_2024\_001971

**Date et heure limite de remise des candidatures**  
**Le jeudi 27 mars 2025 à 16h**

Version 00

Maîtrise d'ouvrage

---

Assistant à la maîtrise d'ouvrage

---



Secrétariat général  
pour l'administration



A2MO Marseille

Ministère des armées – Service d'Infrastructure de la  
Défense Sud-Est (SID Sud-Est)

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1-</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 1-</b>	<b>Objet de l'opération .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2-</b>	<b>Procédure de passation .....</b>	<b>4</b>
2.1	Publicité .....	4
2.2	Généralités .....	4
2.3	Déroulement et modalités de la procédure .....	4
<b>Article 3-</b>	<b>Marché .....</b>	<b>6</b>
3.1	Type de marché .....	6
3.2	Décomposition en lots .....	7
3.3	Nomenclature CPV .....	7
3.4	Durée prévisionnelle du marché .....	7
3.5	Montant estimatif des travaux .....	7
3.6	Mise au point du marché .....	7
3.7	Prestations confiées au groupement .....	8
3.8	Considérations sociales .....	8
3.9	Considérations environnementales .....	9
3.10	Protection du secret .....	9
<b>Article 4-</b>	<b>Conditions de la consultation .....</b>	<b>9</b>
4.1	Présentation de la candidature .....	9
4.2	Variantes .....	10
4.3	Variantes imposées .....	10
4.4	Tranches optionnelles .....	10
4.5	Clause de réexamen .....	10
4.6	Négociation .....	10
4.7	Panneaux – échantillons – essais .....	11
4.8	Visites du site .....	11
4.9	Questions complémentaires en cours de consultation .....	11
4.10	Communication avec les candidats .....	12
4.11	Modification de détail au dossier de consultation .....	12
4.12	Échanges avec l'acheteur jusqu'à l'achèvement de la procédure .....	12
4.13	Délai de validité des offres .....	12
4.14	Obligation de discrétion .....	12
<b>CHAPITRE 2-</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX CANDIDATURES .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 5-</b>	<b>Contenu du dossier de consultation des entreprises – Phase candidature .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 6-</b>	<b>Contenu des candidatures .....</b>	<b>13</b>
6.1	Généralités .....	13
6.2	Candidature et documents à fournir par l'opérateur économique .....	13
<b>Article 7-</b>	<b>Transmission des plis .....</b>	<b>16</b>
7.1	Date de réception des candidatures .....	16

7.2	Mode de transmission du dossier de candidature .....	16
7.3	Remise des dossiers par voie électronique .....	16
7.4	Copie de sauvegarde .....	17
7.5	Recommandation .....	18
<b>Article 8-</b>	<b>Examen et analyse des candidatures .....</b>	<b>18</b>
8.1	Niveaux minimum de capacité .....	18
8.2	Sélection des candidatures.....	19
8.3	Jury .....	21
8.4	Vérification des candidatures.....	21
<b>CHAPITRE 3-</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 9-</b>	<b>Examen des offres .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 10-</b>	<b>Prime .....</b>	<b>22</b>
10.1	Montant de la prime .....	22
10.2	Suppression ou réduction de la prime.....	22
10.3	Versement de la prime .....	22
<b>Article 11-</b>	<b>Information des opérateurs économiques.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 12-</b>	<b>Opposabilité du règlement et introduction des recours .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 13-</b>	<b>Annexes au règlement de la consultation .....</b>	<b>23</b>

## CHAPITRE 1- DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

### Article 1- Objet de l'opération

L'opération consiste à la conception, construction, aménagement, entretien et maintenance d'un Hôpital National d'Instruction des Armées de nouvelle génération (HNIA NG) neuf d'une surface d'environ 61 000 m<sup>2</sup> (surface plancher) sur le camp de Sainte-Marthe dans les quartiers Nord de Marseille en remplacement de l'actuel HNIA Lavéran.

Le scénario retenu consiste à réaliser :

- les déconstructions-dépollutions des bâtiments et aménagements existants, la dépollution des sols ;
- une fonction Soins comprenant notamment 351 lits et places (pouvant atteindre 400 lits et 10 places en cas de crise) et 14 salles opératoires ;
- une fonction Soutiens comprenant notamment un espace de formation de 250 pax et la restauration de tout le personnel du camp de Sainte-Marthe ;
- un bâtiment d'instruction au profit du CeSimMO (centre de simulation à la médecine opérationnelle) ;
- un bâtiment d'hébergement des stagiaires pour 80 personnels ;
- une crèche de 59 berceaux ;
- une hélistation pour hélicoptère type H160 en toiture de la fonction Soins ;
- un parking silo de 750 places et une extension de 300 places en tranche optionnelle ;
- les aménagements et VRD associés (clôtures, postes de sécurité, espaces verts et hydrauliques, etc.).

Adresse du site retenu pour le projet : 408 rue Jean Queillau dans le 14ème arrondissement de Marseille.

**L'objectif de livraison des travaux est fixé en 2031.**

Des tranches optionnelles au sens des articles R.2113-4 et suivants du Code de la commande publique sont prévues :

N°	Intitulé de la tranche
TF	CCAEM y compris 3 ans d'entretien-maintenance
TO1	Extension du parking de 300 places supplémentaires
TO2	Entretien – Maintenance sur 8 années supplémentaires

### Article 2- Procédure de passation

La procédure de passation du marché est une procédure formalisée **avec négociation** au sens des articles L2124-1, L2124-3, R2124-1 et R2124-3 du code de la commande publique.

L'acheteur peut décider à tout moment de ne pas donner suite à la procédure de passation du marché, il en informe alors les candidats.

#### 2.1 Publicité

- ☒ Profil acheteur
- ☒ BOAMP
- ☒ JOUE

#### 2.2 Généralités

Le présent règlement de la consultation concerne l'étape de candidature de la procédure avec négociation.

#### 2.3 Déroulement et modalités de la procédure

Dans le cadre de la procédure avec négociation, seuls les candidats admis à soumissionner seront invités à déposer une offre et participer aux négociations.

Conformément aux articles R2142-15, R.2142-16 et R2142-17 du Code de la commande publique, le nombre maximum de candidat admis à soumissionner est limité à trois (3) candidats. Conformément à l'article R.2142-18 du code de la

commande publique, l'acheteur peut poursuivre la procédure si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats est inférieur à trois (3).

La procédure sera décomposée en plusieurs étapes, dans les conditions ci-après définies.

### 2.3.1 Étape candidature

L'étape candidature se déroule de la manière suivante :

- envoi de l'avis de marché pour publication et mise en ligne du « Dossier de Consultation des Entreprises – Étape candidature » ;
- visite de site obligatoire (Cf. article 4.8) ;
- réception des candidatures ;
- vérification, examen et analyse des candidatures ;
- avis motivé du jury sur la liste des candidats admis à réaliser des prestations.

Le calendrier prévisionnel de l'étape de candidature est le suivant :

Tâches	Dates prévisionnelles
Envoi de l'avis de marché	Février 2025
Visite de site obligatoire	Février 2025
Réception des candidatures	Cf. première page du RC
Analyse des candidatures	Avril – mai 2025
Jury	Fin mai 2025
Désignation des candidats admis à présenter une offre	Juin 2025

### 2.3.2 Étape offres initiales et négociations

Les candidats dont la candidature aura été retenue à l'issue de l'étape candidature se verront remettre une invitation à soumissionner précisant le détail du contenu des offres.

Conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations.

L'offre initiale remise par chacun des candidats comprend tous les éléments nécessaires à l'exécution du marché. Elle est de niveau avant-projet sommaire (« APS »).

Un Jury examinera les offres, auditionnera les candidats et formulera un avis motivé sur les offres. Les négociations se dérouleront sur la base de ces offres et de cet avis.

Si l'acheteur décide de négocier, les négociations pourront se dérouler en phases successives, avec les candidats admis à y participer jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'identifier la ou les offres qui sont susceptibles de répondre à ses besoins, étant précisé que l'acheteur se réserve le cas échéant la possibilité de réduire le nombre d'offres à négocier à l'issue de la première phase de négociation dans les conditions de l'article R.2161-18 du code de la commande publique.

Chaque phase se détaille comme suit :

- remise des documents de consultation par l'acheteur ;
- visite de site obligatoire (Cf. article 4.8) ;
- questions – réponses des candidats ;
- remise des offres ;
- séances de négociation (le cas échéant) ;
- précisions complémentaires (le cas échéant).

A chacune de ces séances de négociation, les candidats sont entendus et traités dans des conditions d'égalité de traitement :

- L'acheteur ne peut donner à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres ;
- L'acheteur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la discussion sans l'accord de celui-ci ;
- Le degré de détail des documents à présenter à l'acheteur, les délais pour les remettre ainsi que les délais de convocation aux séances de négociation seront les mêmes pour tous les candidats ;
- L'ordre de participation aux séances de négociation sera établi en fonction de l'ordre d'arrivée des plis contenant les offres.

A ce stade, la phase offre est prévue se dérouler en un tour de négociation avant la remise d'une offre finale.

#### **Les séances de négociations seront individuelles.**

Lorsqu'il estime que les discussions avec les candidats ont permis d'identifier la ou les offres susceptibles de répondre aux besoins du maître d'ouvrage, l'acheteur met un terme aux négociations en prononçant leurs clôtures.

#### **Il informe les candidats restant en lice de cette clôture et les invite à remettre une offre finale.**

**L'acheteur se réserve la possibilité d'adapter l'organisation de ces séances et notamment d'avoir recours à la visio-conférence.**

Le calendrier prévisionnel de l'étape offre est le suivant :

Tâches	Dates prévisionnelles
Envoi du Dossier de Consultation des Entreprises aux candidats sélectionnés	Juillet 2025
Visite de site obligatoire	Juillet 2025
Réception des offres initiales	Janvier 2026
Analyse des offres initiales	Janvier à Mars 2026
Audition des candidats – Négociation (jury)	Avril 2026

### **2.3.3 Étape offre finale**

L'offre finale remise par chacun des soumissionnaires ne peut plus faire l'objet de négociation.

Conformément à l'article R.2171-18 du Code de la commande publique, l'acheteur peut demander des précisions ou clarifications aux soumissionnaires sur leur offre finale.

Cependant ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre finale la plus avantageuse par application des critères définis à l'Article 9- Examen des offres du présent règlement de la consultation.

Le calendrier prévisionnel de l'étape offre finale est le suivant :

Tâches	Dates prévisionnelles
Commande offre finale	Mai 2026
Réception des offres finales	Aout 2026
Analyse des offres finales	Septembre 2026
Auditions <b>(si besoin)</b>	Octobre 2026
Mise au point	Décembre 2026
Notification du marché	Février 2027

### **2.3.4 Jury**

Conformément aux articles R.2171-16 à R.2171-18 du Code de la commande publique, l'acheteur constitue un jury chargé d'examiner les candidatures, de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir, et de se prononcer sur les prestations exécutées par les candidats après les avoir entendus, avec un avis motivé à présenter à l'autorité signataire des marchés.

Le jury est composé de personnes indépendantes des candidats et composé pour un tiers à minima de personnalités qualifiées.

## **Article 3- Marché**

### **3.1 Type de marché**

Le marché de travaux à conclure est un marché public global sectoriel en application de l'article L.2171-4 du Code de la commande publique qui associe la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien et la maintenance du Nouvel Hôpital National d'Instruction des Armées à Marseille.

### 3.2 Décomposition en lots

Le marché n'est pas décomposé en lot.

Conformément à l'article L.2171-1 du Code de la commande publique le marché à conclure est passé par dérogation du principe d'allotissement au motif qu'il s'agit d'un marché global.

### 3.3 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) en vigueur est :

Objet principal : 45215000 (Travaux de construction de bâtiments liés à la santé)  
Objet secondaire : 71200000 (Services d'architecture)  
71300000 (Services d'ingénierie)  
45110000-1 (Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement)  
45112700-2 (Travaux d'aménagement paysager)  
45111291-4 (Travaux d'aménagement du terrain)  
45112710-5 (Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts)  
45216200-6 (Travaux de construction de bâtiments et d'installations militaires)  
50700000-2 (Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments)

Ce marché intègre tous les éléments des études de conception, tous les travaux de construction nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, les aménagements d'intégration au site rendus nécessaires et la maintenance des équipements.

### 3.4 Durée prévisionnelle du marché

La durée prévisionnelle du marché global sectoriel s'agissant de la tranche ferme est de 89 mois.

Cette durée comprend :

- Les délais d'études, d'instruction et d'obtention des autorisations administratives pour une durée estimée à environ 14 mois ;
- Les délais de réalisation de l'ouvrage jusqu'à sa réception pour une durée estimée à environ 41 mois (y compris période de préparation) ;
- L'exploitation technique / la maintenance de l'ouvrage à compter de leur réception par le maître d'ouvrage, pour une période d'une durée de 36 mois en tranche ferme.

Eu égard au caractère contraint du planning, l'optimisation, la qualité et la cohérence du planning seront appréciées lors de l'analyse des offres.

La durée prévisionnelle du marché global sectoriel s'agissant de la tranche optionnelle 1 est de 12 mois.

La durée prévisionnelle du marché global sectoriel s'agissant de la tranche optionnelle 2 est de 96 mois.

Le marché prendra effet à sa date de notification. L'exécution des prestations débutera à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission.

### 3.5 Montant estimatif des travaux

A titre indicatif, l'enveloppe financière prévisionnelle **affectée aux travaux** par le maître d'ouvrage est fixée à 214 millions € HT<sup>CF 2023</sup>.

Cette estimation sera éventuellement actualisée lors du lancement de la phase offre et précisée dans le programme.

### 3.6 Mise au point du marché

Une mise au point du marché pourra être prévue conformément à l'article R2152-13 du Code de la commande publique. Cette dernière ne pourra entraîner de modifications substantielles de l'offre finale ou du marché.

Il est précisé qu'en cas d'échec de la mise au point ou en cas d'absence de production des documents nécessaires à la notification du marché à l'attributaire, rappelés à l'article 8.4 du présent règlement de consultation, et jusqu'à l'expiration de la période de validité des offres finales, l'acheteur pourra solliciter le soumissionnaire ayant remis l'offre

finale classée immédiatement après celle de l'attributaire initialement pressenti, en vue de procéder à une nouvelle mise au point.

### 3.7 Prestations confiées au groupement

Les prestations prévues par le présent marché sont décomposées en quatre phases :

- Phase 1 dite de « Conception » sur 14 mois (à titre indicatif : mars 2027 à avril 2028 y compris phases de validation notamment RICT et avis CSPS) relative à :
  - La constitution des dossiers d'Autorisations Administratives dès notification du Marché ;
  - L'accompagnement de la Maitrise d'Ouvrage dans l'élaboration de l'étude de sécurité publique visée à l'article R.114-1 du Code de l'urbanisme ;
  - L'avant-projet définitif (APD) ;
  - Les études de Projet (PRO).
- Phase 2 dite de « Construction » relative à :
  - La réalisation des travaux y compris Période de Préparation (PP) (tranche ferme et le cas échéant tranche optionnelle 1) ;
  - La réalisation des études d'EXE et de synthèse ;
  - La Direction des Travaux (DET) ;
  - Le VISA (VISA) ;
  - La réalisation des Opérations de Contrôles Internes ;
  - La réalisation des Opérations Préalables à la Réception (OPR) ;
  - Le cas échéant à la réalisation des prestations nécessaires à la levée des réserves ;
  - Le suivi de la garantie de parfait achèvement (GPA) et le cas échéant travaux de reprises nécessaires au parfait achèvement.

Cette phase comprend 5 mois de PP exclue et 36 mois de travaux (à titre indicatif : décembre 2027 à avril 2031).

- Phase 3 dite d'« Exploitation et maintenance » relative pour la tranche ferme à :
  - Le suivi de la garantie de bon fonctionnement (GBF) et le cas échéant travaux d'échanges nécessaires au bon fonctionnement ;
  - Le suivi et la gestion des énergies ;
  - L'exploitation-maintenance du bâtiment pendant 3 ans à compter de la réception des travaux.
- Phase 4 dite d'« Exploitation et maintenance » relative pour la tranche optionnelle à :
  - Le suivi et la gestion des énergies ;
  - L'exploitation-maintenance du bâtiment pendant 8 ans à compter de la fin de la tranche ferme.
- Pour toutes les phases de l'opération :
  - Les tâches liées au commissionnement et à la mise en place et suivi d'un Plan de Mesures et Vérifications (PMV) ;
  - La conduite du projet en BIM : création pour le bâtiment neuf de la maquette 3D compatible à la maquette initiale, permettant de servir de support aux opérations d'exploitation et de maintenance ;
  - La coordination SSI en fonction du type d'ouvrage ;
  - L'ordonnancement-planification-coordination (OPC).

La phase APS est élaborée dans le cadre de la mise en concurrence ayant permis de choisir le Titulaire.

### 3.8 Considérations sociales

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le SID SE s'engage dans une politique volontariste d'insertion des personnes à la recherche d'un emploi et considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques.

En conséquence, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le groupement qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et réserver dans l'exécution



du marché, un minimum d'heures d'insertion, sur la durée du contrat selon les modalités qui seront fixées dans l'acte d'engagement et le cahier des clauses administratives particulières du marché.

### 3.9 Considérations environnementales

Des clauses de développement durable seront insérées dans le marché en application des articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique.

### 3.10 Protection du secret

Le marché, objet de la consultation, est « **non protégé** ».

## Article 4- Conditions de la consultation

### 4.1 Présentation de la candidature

Les opérateurs économiques peuvent présenter une candidature en qualité d'opérateur économique individuel ou en qualité de groupement d'opérateurs économiques.

#### 4.1.1 Groupement d'opérateurs économiques

Quelle que soit la forme du groupement (conjoint ou solidaire), conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, l'un des opérateurs économiques membre de ce groupement devra être désigné comme mandataire. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement à chaque tranche concernée.

Afin d'assurer au Maître d'Ouvrage d'échanger avec l'interlocuteur le plus adapté en fonction des phases de réalisation de l'opération, la mandature du groupement évoluera en fonction des tranches du marché.

Durant les phases « conception » et « construction » (TF et TO1), le mandataire du groupement sera le titulaire de la compétence « Réalisation de travaux TCE et management d'opération en contrat global ». Durant les phases « exploitation-maintenance » (TO2), le mandataire sera le titulaire de la compétence « exploitation maintenance TCE ».

L'acheteur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économique ait une forme juridique déterminée pour la présentation de sa candidature ni pour l'exécution du marché après l'attribution du marché. Toutefois, conformément à l'article R.2142-24 deuxième alinéa du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

**En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, un même candidat ne pourra pas se présenter en qualité de membres de plusieurs groupements pour les compétences « constructeur », « concepteur » et « mainteneur ».**

**L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que les groupements dont ils faisaient partie.**

Conformément à l'article R2142-3 du code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours.

Par exception et conformément à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, l'équipe candidate peut soumettre à l'accord de l'acheteur sa demande de transformation dans les cas listés à l'article précité.

La demande est accompagnée d'un dossier reprenant l'intégralité des pièces exigées au titre de la candidature et listées à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la demande et du dossier pour prendre une décision motivée d'accepter ou non la demande. En cas de silence de l'acheteur la demande est réputée rejetée.

En tout état de cause, les éventuelles modifications de l'équipe candidate ne doivent pas remettre en cause les choix opérés par l'acheteur lors de l'examen des candidatures.

Il est par ailleurs précisé que les opérateurs économiques admis séparément à présenter une offre ne peuvent se regrouper.

Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Ces opérateurs économiques sont dits « opérateurs liés ».

La candidature, qu'elle soit présentée par un opérateur économique unique ou par un groupement d'opérateurs économiques devra indiquer l'ensemble des « opérateurs liés », notamment s'ils prennent la forme de sous-traitants, dès lors qu'ils sont connus lors du dépôt de la candidature.

Conformément à l'article 8.1 du présent règlement de la consultation, l'équipe candidate devra présenter obligatoirement la compétence d'un architecte au titre de la compétence « architecturale ». Il aura la responsabilité de l'établissement du projet architectural, objet des demandes d'autorisation en application de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977. Par application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte candidat doit obligatoirement être membre du groupement, et ne peut être désigné en qualité de sous-traitant.

#### 4.1.2 Sous-traitance

L'article L2193-3 du Code de la commande publique dispose que, sous réserve du respect des conditions fixées par la loi du 31 décembre 1975, le titulaire d'un marché public a droit de sous-traiter l'exécution de certaines des prestations faisant l'objet du marché.

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4.

### 4.2 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

### 4.3 Variantes imposées

Sans objet.

### 4.4 Tranches optionnelles

Le marché comprend deux tranches optionnelles :

- TO n°1 : Extension du parking de 300 places supplémentaires
- TO n°2 : Prestations d'Entretien – Maintenance sur 8 années supplémentaires

### 4.5 Clause de réexamen

Outre les tranches optionnelles définies à l'article 4.4, le marché comporte une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique : la construction du parking fera l'objet d'une clause de réexamen « en diminution » au sens de l'article R.2194-1 du CCP : jusqu'à la date d'admission de la partie technique CONCEPTION, la personne publique peut décider de confier la construction et l'exploitation-maintenance à un opérateur économique distinct du titulaire de la présente CCAEM au titre d'une DSP ou d'un contrat de concession, le titulaire de la CCAEM devra obligatoirement assurer la conception du parking et le contrat de CCAEM intégrera le transfert des droits de propriété intellectuelle de cette conception à la personne publique. La réalisation de la plateforme et des arrivées des réseaux demeurera dans tous les cas à la charge du titulaire.

Les documents financiers contractuels à la date de notification du contrat indiqueront les prix concernés par la mise en œuvre de la clause de réexamen et permettront ainsi de fixer le montant à intégrer dans l'avenant. La clause de réexamen ne donnera lieu à aucune indemnité. Dans le cas où la clause de réexamen serait mise en œuvre, la TO1 serait nulle et non avenue. Une clause de réexamen sera également prévue pour la TO2 en cas d'affermissement.

### 4.6 Négociation

Il est précisé que conformément à l'article R.2161-17 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociations.

En outre conformément à l'article R.2161-18 du même Code, la procédure pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution définis dans les documents de la consultation.

Il est toutefois précisé qu'à ce stade, l'acheteur envisage de n'organiser qu'un seul tour de négociation.

Les modalités précises de négociation seront indiquées uniquement aux candidats admis à déposer une offre.

Les négociations pourront porter sur les différentes caractéristiques de l'offre des candidats afin d'obtenir l'offre économiquement la plus avantageuse hormis les exigences minimales qui seront définies ultérieurement et les critères d'attribution conformément à l'article R.2461-17 du code de la commande publique. Les modalités de négociation seront communiquées aux candidats admis à cette phase, elles pourront se dérouler par écrit, en distanciel ou en présentiel.

Lorsque l'acheteur entendra conclure les négociations, il communiquera aux candidats une invitation à remettre une offre finale, précisant les modalités de remise, le contenu de l'offre finale, et la date et l'heure limites de réception.

Les offres finales remises par les candidats seront examinées en application des critères de jugement des offres énoncés au présent règlement.

#### 4.7 Panneaux – échantillons – essais

En étape offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'exiger la remise de panneaux et de maquettes / vidéos numériques. Les modalités de remises seront précisées ultérieurement aux candidats admis à présenter une offre.

#### 4.8 Visites du site

Une visite de site **obligatoire** sera prévue en phase candidature. Deux demi-journées de visite groupée du site **au profit des constructeurs (mandataires)/concepteurs uniquement** (participation limitée à six (6) personnes par groupement candidat) seront organisées :

- Jeudi 20 février 2025 à 09h30
- Jeudi 27 février 2025 à 09h30

Des visites de site **obligatoires** seront organisées avec les candidats admis à remettre une offre. L'acheteur prévoit, en étape Offre :

- des visites individuelles avec l'ensemble des membres des groupements retenus dont les modalités seront définies ultérieurement.

Avant chaque visite, les opérateurs économiques devront impérativement confirmer leur présence ainsi que les noms et qualité des personnes qui seront présentes par mail et fournir les pièces d'identité et l'immatriculation des véhicules devant rentrer sur le site :

Service à contacter : PCO HNIA MARSEILLE – IPMI Coraline COLOBERT [coraline.colobert@intradef.gouv.fr](mailto:coraline.colobert@intradef.gouv.fr) 04 91 01 52 82 **et** SDO-SUD – IC1 Didier ROUX [didier2.roux@intradef.gouv.fr](mailto:didier2.roux@intradef.gouv.fr) 04 86 94 38 87

Les visites « individuelles » sont à l'initiative des candidats qui les demande par prise de rendez-vous dans les conditions visées-ci-avant.

Il est rappelé qu'il ne sera répondu à aucune question relative à la consultation lors des visites.

#### 4.9 Questions complémentaires en cours de consultation

D'éventuelles questions administratives et techniques peuvent être posées par les opérateurs économiques. Les candidats devront exclusivement poser leurs questions sur la PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). Un courriel de réponse leur sera alors adressé. Aucune réponse ne sera donnée aux questions posées par d'autres moyens.

Uniquement en cas de dysfonctionnement de la PLACE, les candidats pourront s'adresser à :

Mme Marion TOURRETTE : Tél. : 04 37 27 32 25

E-mail : [marion.tourrette@intradef.gouv.fr](mailto:marion.tourrette@intradef.gouv.fr)

Ces questions peuvent être posées par les opérateurs économiques au plus tard **dix jours calendaires** avant la date limite de réception des candidatures.

Conformément à l'article R.2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires seront envoyés aux opérateurs économiques **six jours au plus tard avant la date fixée pour la réception des candidatures ou des offres**. Les réponses seront envoyées à l'ensemble des opérateurs économiques par le biais de l'adresse d'identification indiquée sur la plateforme.

Pour les questions posées postérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise de l'offre ou établir un recours sur la procédure du présent marché.

Pour chaque question posée par un candidat, l'acheteur se réserve la possibilité, au regard du respect du secret des affaires, soit :

- d'apporter une réponse au seul candidat ayant formulé ladite question ;
- d'informer l'ensemble des candidats de la question posée, rendue anonyme, et de la réponse apportée ;
- d'informer l'ensemble des candidats de la seule réponse apportée.

#### 4.10 Communication avec les candidats

En cas de candidature en groupement, toute communication est réputée faite aux candidats, dès lors qu'elle a été faite au mandataire du groupement candidat.

De même, toute communication faite de la part d'un groupement candidat est recevable à condition d'être transmise par l'intermédiaire du mandataire du groupement.

Tous les échanges sont réalisés en langue française exclusivement. Toute documentation transmise doit également l'être exclusivement en langue française.

#### 4.11 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **six jours calendaires** avant la date limite de remise des candidatures et **quinze jours calendaires** avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 4.12 Échanges avec l'acheteur jusqu'à l'achèvement de la procédure

Tous les échanges avec l'acheteur durant la consultation et après la remise des candidatures jusqu'à la notification/achèvement de la procédure se font via le profil dématérialisé de l'acheteur.

Aucun échange par mail ou téléphone n'est admis durant ces périodes.

#### 4.13 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 270 jours décomptés à partir de la date limite de réception des offres finales.

#### 4.14 Obligation de discrétion

Les candidats sont tenus par le caractère confidentiel des informations qui pourraient être fournies dans les dossiers retirés et s'interdisent donc de les divulguer ou d'en faire un usage autre que celui pour lequel elles sont prévues.

## CHAPITRE 2- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CANDIDATURES

### Article 5- Contenu du dossier de consultation des entreprises – Phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) – Phase candidature est constitué des documents suivants :

- Présent règlement de la consultation ;
- Annexe 1 – Note de présentation de l'opération ;
- Annexe 2 – Présentation du groupement et des références ;
- Annexe 3 – Modalités de signature électronique ;
- Annexe 4 – Assistance aux entreprises sur PLACE. Le dossier peut être retiré gratuitement par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ou papier n'est autorisée.

#### Précisions :

Le téléchargement du dossier est possible de façon anonyme sur la plateforme précitée **MAIS** il est précisé que si l'opérateur économique ne communique pas ses coordonnées lors du téléchargement, l'acheteur ne sera pas en mesure de le tenir informé de tout événement pouvant impacter le marché (modification du dossier de consultation, précision apportée aux opérateurs économiques, etc.). Chaque candidat veillera donc à s'inscrire sur la plateforme en donnant une adresse e-mail valide. L'acheteur ne pourra être tenu pour responsable de l'absence ou d'un mauvais enregistrement de l'adresse d'un candidat.

## Article 6- Contenu des candidatures

Les opérateurs économiques sont invités à lire attentivement les conditions de forme et de transmission des candidatures, ci-dessous.

### 6.1 Généralités

L'opérateur économique rédigera sa candidature **en langue française et en euro**, dans les conditions visées ci-après.

En cas de candidature en une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français de l'ensemble des documents remis dans la candidature. Seuls les documents en langue française seront étudiés. A défaut, les documents seront considérés comme non reçus et donc non exploités.

### 6.2 Candidature et documents à fournir par l'opérateur économique

Chaque opérateur économique devra fournir un dossier complet tel que prévu par le Code de la commande publique notamment aux articles L2142-1, R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-4.

À savoir : Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, si pour justifier de ses capacités, l'opérateur économique candidat souhaite faire prévaloir les capacités techniques et professionnelles ou économiques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit dit « opérateur lié » (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces listées ci-dessous relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché, par tout moyen.

La liste des pièces à remettre est détaillée aux articles 6.2.1 à 6.2.3 du présent règlement de la consultation.

#### 6.2.1 Pièces administratives de la candidature

##### Cas d'une candidature par le DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un Document unique de marché européen (DUME) électronique (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr>).

Le DUME est un formulaire par lequel les opérateurs économiques qui souhaitent participer à un marché public déclarent leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public.

Le DUME est une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public. Le DUME se substitue aux formulaires DC1, DC2, DC4 et attestations sociales, fiscales.

Seul l'opérateur économique retenu fournira les certificats normalement demandés comme preuves.

**En cas de groupement d'opérateurs, ou lorsqu'un opérateur s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique de leurs liens, chacun d'eux devra remplir un DUME et le transmettre à l'acheteur.**

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Il n'est pas mis à disposition des candidats de DUME Acheteur. Il appartient donc aux candidats de renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

Les opérateurs remettant un DUME ne peuvent pas se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises, ils doivent fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables et qu'ils produisent les justificatifs exigés.

**Pièces à remettre :**

- Formulaire de candidature dématérialisé DUME, comportant les renseignements relatifs à la forme de la candidature, au pouvoir du signataire, au chiffre d'affaires et aux effectifs du candidat
- En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire
- Copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée

**Cas d'une candidature classique**

**Pièces à remettre :**

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail  
Pour ce faire, il est proposé aux candidats de cocher la case dédiée dans le formulaire DC1 ci-dessous
- Une lettre de candidature dûment complétée (Formulaire DC1)  
Téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>  
En cas de groupement d'opérateurs économique il n'est remis **qu'un seul** formulaire DC1 pour l'ensemble des membres du groupement et « opérateurs liés »
- Une déclaration du candidat (Formulaire DC2)  
Téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>  
Il est remis un formulaire DC2 par membre du groupement et par « opérateur lié » sur les capacités duquel le candidat s'appuie.
- En cas de groupement, copie du pouvoir du mandataire
- Copie des documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la candidature et ce à hauteur de l'opération considérée

**6.2.2 Qualité des références présentées par le groupement – Capacités techniques et professionnelles évaluées au regard de la qualité et de la pertinence des références présentées par compétence**

**NOTA : Pour faciliter la présentation de ses capacités techniques et professionnelles ainsi que les travaux d'analyse de l'acheteur, le candidat complète impérativement l'annexe 2 au présent Règlement de la consultation, en sus de la remise des pièces justificatives listées ci-après.**

Les pièces listées ci-après sont remises par chacun des membres du groupement et des « opérateurs liés » sur les capacités duquel le candidat s'appuie.

- Annexe 2 au règlement de consultation complétées **sans modification de forme**.
- Pour les compétences « Réalisation de travaux TCE et management d'opération en contrat global », « Architecture », « Exploitation – Maintenance TCE » : l'équipe candidate présentera la liste de trois (3) références en travaux ou la liste de trois (3) références de prestations de service, les plus pertinentes au regard des références types décrites à l'article 8.2 – Sélection des candidatures ci-après. Conformément à l'article 3 de l'annexe 9 du code de la commande publique, les références auront été exécutées au cours des cinq (5) dernières années (pour les travaux) ou trois (3) dernières années (pour les services).

**Attention :** les références présentées devront porter sur des réalisations récentes d'objet similaire réalisées **sous réglementations, lois et normes françaises ou strictement équivalent**.

Les références précisent le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, l'intitulé et les principales caractéristiques du projet, le montant des travaux ou le montant des prestations, la surface SDO du projet, les dates de début et de fin, la mission réalisée (nature et principales caractéristiques), l'explication du choix de la référence et des références communes. Le cas échéant la référence est assortie d'une attestation de bonne exécution.

- Une référence commune à plusieurs membres du groupement : l'équipe candidate présentera 1 référence commune en cours ou achevée de moins de 5 ans d'une opération neuve de bâtiment d'importance équivalente (montant, surfaces).

La référence devra être commune soit :

- Réalisateur/Mandataire – Architecte (concepteur) – Mainteneur
- Réalisateur/Mandataire – Architecte (concepteur)
- Réalisateur/Mandataire – Mainteneur



### 6.2.3 Qualité de l'équipe candidate jugée à partir des moyens humains et matériels du candidat – Capacités techniques et professionnelles évaluées au regard de la pertinence de la composition de l'équipe et des moyens humains (dont titres d'études et professionnels des interlocuteurs pressentis) et matériels des membres de l'équipe

**NOTA : Pour faciliter la présentation de ses capacités techniques et professionnelles ainsi que les travaux d'analyse de l'acheteur, le candidat complète impérativement l'annexe 2 au présent Règlement de la consultation, en sus de la remise des pièces justificatives listées ci-après.**

Les pièces listées ci-après sont remises par chacun des membres du groupement et des « opérateurs liés » sur les capacités duquel le candidat s'appuie.

- Annexe 2 au règlement de consultation complétées **sans modification de forme**
- Pour le ou les membres portant la compétence « architecturale » : preuve de l'inscription à l'ordre des architectes
- Le cas échéant, les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise (copie des diplômes et/ou CV) et notamment des responsables de prestation de service ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- **Conformément à l'article R.2142-13 du Code de la commande publique, l'acheteur impose aux candidats qu'ils indiquent les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché**
- Une note de synthèse sur 4 pages maximum, format A4 recto/verso, sur la description des mesures employées pour s'assurer de la qualité de son groupement (notamment en termes de composition du groupement, d'organisation, de répartition des missions au sein du groupement, plan d'assurance qualité, etc.) pendant toute la durée de l'opération, ainsi que de la prise en compte du contexte de l'opération. La note présentera notamment l'identification de l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation, conformément aux articles L.2171-7 et D.2171-4 et suivants du Code de la commande publique
- Pièces facultatives : toutes qualifications, certifications et attestations concernant les compétences exigées à l'article 8.1 – Niveaux minimum de capacité du présent règlement de la consultation
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée à l'opération
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise et du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- Les déclarations appropriées de banque ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents, en cours de validité au jour de la publication de l'avis de marché. Il convient de noter que la remise d'une attestation de garantie décennale est exigée au titre de l'article Chapitre 2- 8.4 – Vérification des candidatures du présent règlement de la consultation
- En application du règlement (UE) 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, interdisant l'attribution et la poursuite de l'exécution de marchés publics et de contrats de concession avec des ressortissants russes et des entités ou organismes établis en Russie, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer un marché public doit fournir une attestation sur l'honneur dans laquelle il déclare :
  - Ne pas être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe
  - Ne pas être détenu à plus de 50 %, et ce de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe
  - Ne pas être une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe
  - Ne pas recourir à un sous-traitant, fournisseur ou toute entité se trouvant trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, pour des prestations représentant plus de 10 % de la valeur du marché

## Article 7- Transmission des plis

### 7.1 Date de réception des candidatures

Pour la présente consultation, **l'acheteur impose le mode de réponse électronique.**

Les candidats fourniront leurs dossiers de candidature impérativement **avant les dates indiquées en page de garde du présent document.**

### 7.2 Mode de transmission du dossier de candidature

Conformément aux articles R2132-7 à R2132-11 du code de la commande publique, les candidatures seront remises uniquement par voie électronique. Elles seront déposées sur le profil acheteur du SID Sud-Est situé sur la plateforme <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Les modes de transmission des plis indiqués au présent article sont obligatoires. En conséquence, toute proposition transmise d'une autre manière que celles imposées par le présent document ne sera pas prise en compte pour l'analyse et sera considérée comme irrégulière.

### 7.3 Remise des dossiers par voie électronique

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit être électronique et doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

Le dossier de réponse doit être déposé sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics avant l'heure et la date précisées sur la page de garde du présent document.

À noter, que les délais de transmission par voie électronique peuvent prendre plusieurs heures en fonction de la taille des fichiers. Il est recommandé aux candidats d'anticiper ce délai de transmission.

L'intégralité des documents doit avoir été acheminée sur la plateforme avant l'heure limite de remise des candidatures. Tout dossier remis hors-délais sera rejeté.

Toute candidature dont le téléchargement sur serveur ne serait pas achevé à l'heure impartie sera considérée comme reçue hors délai.

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge financière de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

#### **IMPORTANT**

Si plusieurs plis sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

#### **Transmission par voie électronique**



La personne habilitée à engager le candidat, doit être inscrite sur le site <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Le pli transmis doit contenir impérativement l'ensemble des documents indiqués à l'Article 6- du présent règlement de consultation. Les plis électroniques ne doivent pas dépasser une taille raisonnable pour les temps de transfert et d'exploitation.

#### **IMPORTANT**

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : [www.lsticertification.fr](http://www.lsticertification.fr).

Certains de ces prestataires sont Certeuropa, Certinomis, Chambersign France, etc.... Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt de la candidature mais cette signature sera nécessaire au moment de l'attribution du marché. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il pourra signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse.

#### **Anti-virus**

Les candidats s'assurent avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Les candidatures sont analysées et vérifiées par les anti-virus de l'acheteur. Seule l'analyse de ces anti-virus fait foi et détermine si le pli peut être ouvert ou non. L'analyse d'aucun autre anti-virus ne sera opposable à l'acheteur.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu. Le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification. Dans ce cas, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde transmise par le candidat sur support physique (clé USB ou papier).

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

## **7.4 Copie de sauvegarde**

En application de l'annexe 6 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde), lorsqu'une candidature est envoyée par voie électronique, une version sur support physique électronique ou support papier doit également être envoyée dans le délai imparti pour la remise des candidatures.

Cette copie doit être placée sous un pli scellé comportant la mention lisible :

**NE PAS OUVRIR**

**« COPIE DE SAUVEGARDE »**

**MARSEILLE (13) – SAINTE-MARTHE – MGS CCAEM pour la construction du nouvel Hôpital National d'Instruction des Armées (HNIA)**

**Projet n° ESID 25\_052 – CANDIDATURE**

**[Nom ou dénomination du candidat]**

La copie de sauvegarde sera transmise exclusivement par voie postale à l'adresse suivante :

**Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Est (SID Sud-Est)**

**Service Achats Infrastructure**

**BP 97423 – 69347 Lyon Cedex 07**

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas prévus par l'annexe 6 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être parvenue au SID SE à l'adresse ci-dessus, avant la date et l'heure limite de remise des candidatures (cachet de La Poste faisant foi), au moyen d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

## 7.5 Recommandation

Afin de pallier une éventuelle difficulté dans la transmission et réception du pli dématérialisé, il est très fortement conseillé au candidat de ne pas attendre le dernier moment pour effectuer ces opérations.

La responsabilité du bon envoi du pli électronique, dans le délai réglementaire, incombe au candidat.

L'accès au réseau et le cas échéant à la signature électronique sont à la charge financière du candidat.

## Article 8- Examen et analyse des candidatures

La sélection des candidatures est effectuée dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Si l'un des documents demandés par l'acheteur venait à manquer au dossier, ou s'avérait incomplet, ce dernier se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de produire ou compléter le dossier dans un délai approprié et commun à tous eu égard à l'article R2144-2 du Code de la commande publique.

S'il venait à manquer l'un des documents suivants, ou si une information était jugée insuffisante, la candidature pourrait être déclarée irrecevable :

- Défaut des pièces visées à l'Article 6- – Contenu des candidatures du présent règlement de la consultation, des déclarations, certificats ou attestations demandés dûment complétés.
- Garanties techniques et professionnelles ou économique et financières de l'entité insuffisantes par rapport aux exigences du marché.
- Non-atteinte des niveaux minimum de capacité fixés à l'article 8.1 – Niveaux minimum de capacité du présent règlement de la consultation.

### 8.1 Niveaux minimum de capacité

Par application des articles L2142-1 et R2142-2 du Code de la commande publique, l'acheteur fixe des niveaux minimaux de capacité liés et proportionnés à l'objet du marché et à ses conditions d'exécution.

En cas de groupement et, ou de présentation de sous-traitant(s) et/ou d'opérateur(s) lié(s) au sens de l'article R2142-3 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités techniques et professionnelle se fait globalement. À ce titre il n'est pas exigé que chaque opérateur économique ait la totalité des niveaux minimum exigés en son sein. Pour justifier de ces capacités, chacun des cotraitants, sous-traitant(s) et, ou opérateur(s) lié(s) produit les documents exigés à l'article 6.2 – Candidature et documents à fournir par l'opérateur économique du présent règlement de la consultation.

La capacité et la compétence du soumissionnaire à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat peuvent être apportées par tout moyen : qualifications professionnelles (OPQIBI ou équivalent), certificat d'identité professionnelle, références de travaux ou prestations réalisées (de moins de 5 ans) attestant de la compétence du soumissionnaire à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'ensemble des compétences exigées (ou équivalent) suivantes doit être justifié.

Le candidat joindra à sa candidature l'ensemble des certificats et documents justifiant les compétences et/ou qualifications de chaque cotraitant.

Les niveaux minimum de capacités sont les suivants :

**Au titre de la capacité technique et professionnelle :**

L'équipe candidate présente des capacités techniques et professionnelles couvrant l'ensemble des compétences ci-après :

- Une compétence « Réalisation de travaux TCE et management d'opération en contrat global<sup>1</sup> » ;
- Une compétence « Architecture » ; un ou plusieurs architectes inscrits à l'ordre des architectes (ou équivalent pour les candidats non établis en France) ;
- Une compétence d'urbaniste « aménagements des espaces extérieurs » ;
- Une compétence « Bureau d'études techniques tous corps d'état et d'ingénierie spécialisée » (liste non exhaustive : ingénierie d'ouvrage de bâtiments complexes, étude de déconstruction d'ouvrages, structure, VRD, acoustique, fluides, électricité HTA et BT, ingénierie environnementale (QEB, thermique, ACV bâtiment neuf, ...), paysagisme, géothermie, mobilité urbaine) comprenant un bureau d'études techniques pluridisciplinaire ou un groupement de plusieurs bureaux d'études techniques spécialisés en matière de :
  - Une compétence « Economiste de la construction » ;
  - Une compétence « Ergonome, maîtrise d'usage, gestion des flux, signalétique » ;
  - Une compétence BET Restauration ; Cuisine – restauration collective (OPQIBI 1511 et 1512) en liaison chaude et liaison froide ;
  - Une compétence courants faibles et VDI ;
- Une compétence « Exploitation – Maintenance TCE » y compris contrôle réglementaire et maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance (OPQIBI 2203) ;
- Une compétence Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégorie A (OPQIBI 0321) ;
- Une compétence Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'Exécution complexe (OPQIBI 0302) ;
- Une compétence Sûreté et sécurité publique ; SECPRO ; étude de systèmes de sûreté (OPQIBI 1415) ;
- Une compétence Logisticien hospitalier ;
- Une compétence BET radioprotection ;
- Une compétence Risques biologiques (parcours, locaux et installations techniques prévues au programme) ;
- Une compétence Hélistation ;
- Une compétence BIM Manager ;
- Une compétence CYBER ;
- Une compétence commissionnement :
  - Pour la mise en œuvre du processus IPMVP, le Titulaire dispose d'un personnel certifié CMVP® justifié par diplôme, en cours de validité, émis par l'association of Energy Engineers (AEE) ou équivalent ;
  - Pour la mise en œuvre du processus de commissionnement, le Titulaire dispose d'un personnel certifié CBCP® justifié par diplôme, en cours de validité, émis par l'Association of Energy Engineers (AEE) ou équivalent ;
- Une compétence Communication : réalisation de supports tous types.

Les missions de pilotage, de synthèse et de coordination SSI sont à la charge du groupement.

Les groupements peuvent présenter toute autre compétence qui leur semblerait pertinente au regard de la description du marché sans que ces compétences ne soient jugées au stade des candidatures.

Il sera présenté des compétences normées ou des équivalences.

## 8.2 Sélection des candidatures

Après examen de la recevabilité de leur candidature au regard des conditions de participation et notamment des niveaux minimum de capacité, les candidatures seront analysées et classées par application des critères suivants afin de sélectionner les trois candidats admis à participer à l'étape offre.

---

<sup>1</sup> **Contrat global** : est entendu par « contrat global » les marchés de conception-réalisation (CR), les marchés globaux de performance (MGP) dans leur forme actuelle ou au format « CREM » ainsi que les marchés globaux sectoriels quel que soit le secteur concerné et les marchés de partenariat (MP ou PPP)

**Présentation des compétences, des moyens et des références : il est demandé aux candidats de renseigner obligatoirement la grille de présentation en annexe 2 fournie par l'acheteur.**

**Critère n°1 : Qualité des références présentées par le groupement – Capacités techniques et professionnelles évaluées au regard de la qualité et de la pertinence des références présentées par compétence**

Conformément à ce qui est exigé à l'article 6.2 – Candidature et documents à fournir par l'opérateur économique du présent règlement de la consultation, l'analyse du critère n°1 est fondée sur les trois (3) références par compétences minimum exigées listées ci-dessous. Les références présentées devront porter sur des réalisations récentes d'objet similaire réalisées **sous réglementations, lois et normes françaises ou strictement équivalent**.

La qualité et la pertinence des références sont appréciées au regard des références types définies ci-après :

Compétences minimum exigées	Références types
Compétence « Réalisation de travaux TCE et management d'opération en contrat global »	<ul style="list-style-type: none"> <li>o 2 références de réalisation tous corps d'état d'opération neuve de bâtiment hospitalier, d'importance équivalente (montant, surfaces) en tant que mandataire</li> <li>o 1 référence de réalisation d'ouvrages d'infrastructures (voiries, réseaux, ouvrages de gestion des eaux) de technicité et d'importance équivalente (montant et surfaces) en tant que mandataire</li> </ul>
Compétence « Architecture »	o 3 références couvrant les missions de base de maîtrise d'œuvre (conception et suivi exécution) d'une opération neuve de bâtiment hospitalier y compris VRD et aménagements extérieurs, d'importance équivalente (montant, surface bâtie)
Compétence « Exploitation – Maintenance TCE » y compris contrôle réglementaire et maîtrise des coûts d'exploitation et de maintenance (OPQIBI 2203)	<ul style="list-style-type: none"> <li>o 1 référence en exploitation, avec garantie totale, d'installations de technicité et d'importance équivalentes (technicité énergies conventionnelles, montant, surface, puissance)</li> <li>o 1 référence en exploitation/maintenance des installations techniques de bâtiments de technicité et d'importance équivalentes (technicité des installations, niveaux de maintenance, surface)</li> <li>o 1 référence de suivi de performance énergétique de bâtiments neufs en exploitation sur 3 ans minimum</li> </ul>
Référence commune à plusieurs membres du groupement :	<ul style="list-style-type: none"> <li>o 1 référence commune en cours ou achevée de moins de 5 ans d'une opération neuve de bâtiment d'importance équivalente (montant, surfaces).</li> </ul> <p>La référence devra être commune soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisateur/Mandataire – Architecte (concepteur) – Mainteneur</li> <li>- Réalisateur/Mandataire – Architecte (concepteur)</li> <li>- Réalisateur/Mandataire – Mainteneur</li> </ul>

Il est précisé que les références sont présentées par compétence. À ce titre :

- Dans le cas où une même société membre du groupement candidat porterait deux compétences distinctes, ladite société présentera 3 références pertinentes par compétence soit un total de 6 références pertinentes
- Dans le cas où une même compétence est portée par plusieurs sociétés membres du groupement, lesdites sociétés se limitent à présenter 3 références pertinentes sur la compétence. Les références choisies devront présenter les différentes sociétés portant la compétence.
- **Seules 3 références (maximum) sont à présenter par compétence. Si plus de références sont proposées, seules les trois (3) premières seront analysées.**
- Une même référence peut être présentée plusieurs fois si elle justifie plusieurs des compétences exigées

**Il est précisé que les références analysées sont celles présentées dans l'annexe 02. Toute référence présentée en dehors de cette annexe ne sera pas prise en compte.**

**Il est également précisé que les références se rapportant à des appels d'offres non remportés ou à des opérations ne relevant pas des réglementations, lois et normes françaises ou strictement équivalent ne seront pas prises en compte.**

**Critère n°2 : Qualité de l'équipe candidate jugée à partir des moyens humains et matériels du candidat – Capacités techniques et professionnelles évaluées au regard de la pertinence de la composition de l'équipe et des moyens humains (dont titres d'études et professionnels des interlocuteurs pressentis) et matériels des membres de l'équipe**

L'équipe candidate présente des capacités techniques et professionnelles couvrant l'ensemble des compétences définies à l'article 8.1 pour la réalisation d'une opération de construction neuve de bâtiment hospitalier y compris VRD et aménagements extérieurs, d'importance équivalente (montant, surface bâtie).

Il est demandé au mandataire de présenter une note de synthèse sur 4 pages maximum, format A4 recto/verso, sur la description des mesures employées pour s'assurer de la qualité de son groupement (notamment en termes de composition du groupement, d'organisation, de répartition des missions au sein du groupement, plan d'assurance qualité, ordonnancement/pilotage/coordination, etc.) pendant toute la durée de l'opération, ainsi que de la prise en compte du contexte de l'opération.

### 8.3 Jury

Un jury est sollicité pour l'examen des candidatures.

Le jury détermine librement sa méthode de travail dans le respect du présent règlement.

Chaque membre du jury à voix délibérative présent dispose d'une voix. Le jury se prononce à la majorité des membres présents. En cas de partage à égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du jury ne sont pas publiques.

Le jury examinera les candidatures, dressera un procès-verbal et formulera un avis motivé sur la liste des candidats à proposer au signataire du marché.

### 8.4 Vérification des candidatures

Par application de l'article R.2144-5 du CCP, l'acheteur ayant limité, pour la présente consultation, le nombre de candidats admis à poursuivre la procédure, elle opère les vérifications mentionnées à l'article R.2144-4 du CCP, avant envoi de l'invitation à soumissionner.

À ce titre, après analyse des candidatures par application des critères visés à l'article 8.2 – Sélection des candidatures du présent règlement de la consultation et classement des candidatures, les candidats placés en meilleure position et invités à remettre une offre sont tenus de fournir dans un délai raisonnable et identique pour tous, les pièces justificatives suivantes :

- Une déclaration sur l'honneur, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-2 du CCP
  - La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au code de la commande publique
- Le candidat établi à l'étranger produit un certificat délivré par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L.2141-3 du CCP.
- Le cas échéant, si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Par application de l'article R.2142-12 du Code de la commande publique, un justificatif relatif à l'assurance décennale – garanties constructeurs.

Il est souhaité que les pièces soient remises directement dans le dossier de candidature. Les pièces doivent être remises par chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, par les sous-traitants ou autres opérateurs liés.

## CHAPITRE 3- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OFFRES

Les modalités précises relatives aux offres seront communiquées dans le règlement de la consultation propre à cette phase.

### Article 9- Examen des offres

Le jugement des offres est effectué dans le respect des dispositions prévues aux articles R2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

Les critères au regard desquels les offres sont analysées, le jury formule un avis motivé et sur lesquels se fonde l'acheteur pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivants :

1 – Prix global et forfaitaire	40%
2 – Qualité de la réponse architecturale et fonctionnelle	20%
3 – Valeur technique y compris délai, pertinence du phasage et de l'organisation)	25%
4 – Maintenance exploitation	8%
5 – Achats responsables y compris part de l'exécution réservée aux PME et artisans	7%

Le détail des critères et des sous-critères pondérés sera transmis aux seuls candidats retenus en phase offre.

### Article 10- Prime

#### 10.1 Montant de la prime

Les prestations à remettre par les concurrents admis à remettre une offre seront de niveau minimum équivalent à un « avant-projet sommaire » (APS).

Conformément aux articles R.2171-19 et suivants du code de la commande publique, le montant maximum de la prime attribuée sur décision de l'acheteur est de 2 millions € HT soit 2,4 millions € TTC.

Pour l'attributaire, le montant de la prime est intégré au montant du marché. Ainsi le montant global et forfaitaire du marché à conclure tiendra compte de l'indemnité accordée au Titulaire.

#### 10.2 Suppression ou réduction de la prime

Les modalités de réduction ou de suppression de l'indemnité pour les concurrents dont les prestations seraient ou seront reconnues incomplètes ou ne répondant pas au programme seront appréciées par l'acheteur sur proposition du jury. Les modalités de réduction ou de suppression seront précisées aux candidats admis à présenter une offre.

#### 10.3 Versement de la prime

Le paiement se fera par virement, intervenant dans un délai de 30 jours compté à partir de la date de réception de la facture constitutive de la demande de paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro ou la référence de la procédure de passation.
- Les nom, n° Siret et adresse du mandataire du groupement.
- Le numéro de son compte bancaire ou postal

La facturation se fait obligatoirement de manière dématérialisée par le biais du portail CHORUS Pro de l'acheteur.

### Article 11- Information des opérateurs économiques

Les opérateurs économiques non retenus seront avisés par échange dématérialisé.

### Article 12- Opposabilité du règlement et introduction des recours

Le présent règlement est opposable en totalité aux candidats, qui y adhèrent pleinement dès lors qu'ils ont remis une candidature.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément :

**Tribunal administratif de Marseille**

22-24 rue Breteuil

13006 MARSEILLE

T : 04.91.13.48.13 – F : 04.91.81.13.87/89

[greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

**Introduction des recours contentieux**

Référé précontractuel conformément aux dispositions de l'article L. 551-1 du code de justice administrative, pouvant être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.

## Article 13- Annexes au règlement de la consultation

Annexe 1 – Note programmatique – Note de présentation du projet

Annexe 2 – Présentation des références et du groupement (fichier Excel avec 2 onglets)

Annexe 3 – Modalités de signature électronique

Annexe 4 – Assistance aux entreprises sur PLACE